Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 126 (1981)
Heft: 6

Artikel: L'opposition dans le "Bloc" soviétique
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344387

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'opposition dans le «Bloc» soviétique

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

Elle a pris, au fil des ans, des formes très diverses: la Yougoslavie a refusé, dès 1945, de rallier les autres pays du bloc; l'Albanie a quitté ce dernier au début des années soixante, la Roumanie réclamant seulement une certaine autonomie. Quant à la Tchécoslovaquie, elle a tenté son printemps de Prague, et la Pologne a connu diverses révoltes ouvrières, finalement efficaces.

Le refus yougoslave et le départ albanais

La *Yougoslavie* n'a jamais été, en dépit des pressions de l'URSS, un satellite de Moscou. Toutefois, après 1972, une certaine amélioration des relations soviéto-yougoslaves s'est amorcée. Mais l'opposition à l'URSS, même après le décès de Tito, est restée le dénominateur commun des Yougoslaves. D'ailleurs, après avoir intensifié ses rapports économiques avec Moscou, le maréchal s'était rapproché de l'Ouest et il avait même obtenu un prêt de la Banque européenne d'investissement.

L'*Albanie* connut ses premières difficultés avec l'URSS en 1960, après avoir défendu le point de vue chinois à la Conférence des PC. D'où ces sanctions: départ des techniciens soviétiques et est-allemands, renvoi des étudiants albanais des universités soviétiques, rappel des sous-marins des eaux albanaises, Tirana en retenant quatre, car «offerts antérieurement gratuitement par Moscou».

Des experts chinois remplacèrent les experts soviétiques, Pékin accordant un prêt de 126000000 dollars, livrant du blé acheté au Canada, alors que la Chine était menacée de famine. Face au blocus soviétique, l'Albanie mobilisa ses réservistes, la population se livrant à des manifestations antisoviétiques, les soldats jurant de mourir plutôt que de subir «le joug russe»...

Puis, après la rupture avec Moscou, Tirana démissionna du COMECON en 1962. Hodja fulminait contre «Nikita Khrouchtchev et

sa bande... véritables criminels...» Il invitait les PC nationaux à opter pour le socialisme chinois, Moscou ne devant plus être la Mecque du communisme universel. Toutefois, après la réhabilitation de Deng Xiaoping, il se distança de la Chine.

Le cas de la Roumanie

Elle avait déclaré, lors de l'affaire de Cuba, qu'elle resterait neutre en cas de guerre entre les pays nucléaires, n'ayant pas été informée de l'envoi des fusées soviétiques à Cuba. Rejetant la doctrine de la «souveraineté limitée» pour les alliés de l'URSS, elle condamnait le COMECON comme joug économique.

En effet, lors de la conférence de cette organisation, en 1962, devaient être adoptés des «principes pour une division internationale du travail» dans le cadre d'une coopération générale, politique, économique et culturelle. Ce texte affirmait la nécessité de relations constantes et fermes entre les pays du COMECON, car «leur perturbation par un seul pays membre conduirait infailliblement à une atteinte au rythme économique dans les autres pays socialistes»... Ainsi fut constitué un «Comité exécutif du COMECON», donc une direction bien centralisée, à laquelle était associée la Mongolie extérieure. Mais la Chine, la Corée du Nord et le Vietnam n'étaient plus envisagés comme membres de la communauté. En somme, c'était là une sorte d'annexion des satellites par le truchement d'une économie dirigée par Moscou.

Du fait de celle-ci, Khrouchtchev, tout en n'accordant à la Roumanie que 5000 kWh d'énergie, entendait lui imposer des productions agricoles bien définies, la ravalant au rang de simple annexe agricole du bloc. D'où une puissante réaction de Bucarest, notamment par une formelle opposition à la création d'un comité central de planification. Dans sa séance de mars 1963, le Comité central roumain donnait à la coopération entre pays communistes une interprétation opposée à celle de Khrouchtchev. Ce dernier dut consentir à un compromis, et la Roumanie put alors procéder à des mesures pratiquement antisoviétiques: disparition de la librairie russe de Bucarest; suppression de l'autonomie de l'Institut Gorki; abolition de la langue russe comme discipline obligatoire.

Par contre, Bucarest prenait d'étroits contacts avec la Chine et l'Albanie. En somme, la Roumanie optait pour une certaine autarcie, d'ailleurs indispensable à ce pays, qui se sentait encerclé de toutes parts. Or, à l'époque, l'URSS, ayant rompu avec la Chine, entendait créer son propre système mondial, avec inclusion de la Mongolie extérieure et de Cuba.

Comment, dans ces conditions, le gouvernement de Bucarest pouvait-il envisager une libéralisation de ses relations extérieures, se tenir à égale distance des deux Grands et entretenir de bons rapports avec la Chine et l'Albanie? Niant toute interdépendance avec Russes et satellites, il invoquait la doctrine de Lénine, qui prévoyait les particularismes nationaux jusqu'à la victoire finale du socialisme universel. «La Roumanie ne participera à aucun complexe, à aucune forme de coopération *superétatique*, à aucune *intégration socialiste*.» («Vita Economica» du 12 juin 1964.) Et le peuple roumain, dûment informé, rejoignit le mouvement lancé par son gouvernement. D'où un front national dirigé contre Moscou. Des entretiens furent engagés avec Paris — pour une coopération scientifique — et avec Washington, où les autorités se montraient disposées à livrer des réacteurs atomiques.

Finalement, l'URSS s'inclina et, le 12 mars 1965, la «Pravda» disait: «Chaque PC est absolument indépendant et autonome. Lui seul peut prendre des décisions qui l'engagent.» De même, le secrétaire général du COMECON déclarait en février 1965, dans une conférence de presse, qu'il n'était «nullement question d'une société communiste supranationale».

Néanmoins, l'URSS ne perdait pas de vue ses plans économiques et le principe d'une spécialisation des pays du bloc. L'intégration momentanément freinée sur le plan économique se poursuivait au niveau du Pacte de Varsovie. Or, la Roumanie rejetait l'idée d'une soumission totale au leadership soviétique. D'où l'affirmation que jamais le gouvernement roumain n'accepterait d'envoyer hors du pays «des troupes pour des activités supplémentaires communes». La politique générale roumaine, désormais, repose sur trois attitudes:

1) Rejet du principe de la souveraineté limitée.
2) Sympathie manifestée à Tito, voire à la Chine, et désapprobation du coup de Prague.

3) Large ouverture à l'Ouest, surtout vis-à-vis de la France.

Ainsi, sur le plan extérieur, M. Ceausescu pratique une politique libérale. Mais, sur le plan intérieur, il reste résolument socialiste. Toutefois, les événements de Pologne de 1980 semblent l'inciter à une attitude plus nuancée vis-à-vis de ses ouvriers. Moscou n'a pas à craindre, de la part du président roumain, un encouragement à l'opposition antisocialiste. Un certain rapprochement russo-roumain est d'ailleurs intervenu ces dernières années et, compte tenu du ralentissement de son développement économique, Bucarest a préféré composer avec Moscou, tout en maintenant ses relations avec l'Ouest et en rejetant la doctrine Brejnev. Mais son cas est nettement différent de celui de la Tchécoslovaquie et de la Pologne où, à des degrés différents, le principe du marxisme-léninisme soviétique a été, ou pourrait être, remis en cause.

Le deuxième coup de Prague

Le printemps de Prague, au terme d'une longue évolution, avait été accepté à contre-cœur par les «durs» dévoués à Novotny. Et si le monument de Staline avait bien été détruit, la tête de la statue avait été préalablement sauvée discrètement...

Dans la population, deux courants s'étaient affirmés — celui des intellectuels libéraux et celui des économistes réformateurs — dont la convergence aboutit à ce «printemps» qu'allait anéantir l'intervention soviétique.

1) L'histoire du coup de Prague

La déstalinisation avait encouragé une certaine opposition tchèque, qui obtint d'abord la révision du *procès Slansky*, la réhabilitation des victimes de la période stalinienne et la réforme de l'appareil directeur de l'Etat.

Cette réaction fut *d'abord l'œuvre des intellectuels*: dès 1963, au Congrès des écrivains tchécoslovaques, les assistants réclamèrent des poursuites contre les responsables des grands procès d'une époque qu'ils pensaient révolue. Au Congrès des journalistes, tenu à Bratis-

lava, une minute de silence fut observée à la mémoire de *Clementis* et de *Simone*, victimes de cette terreur.

Novotny, toujours président de la République, eut beau menacer la «Pravda» slovaque et une autre publication pour leurs «attaques hystériques» contre le Parti. Les révélations au grand public sur les condamnations de l'ère stalinienne portaient leurs fruits. Et les conservateurs encore en place durent s'incliner. D'où la révision du procès Slansky et de quelques autres. Mais ce furent là des réhabilitations à portée restreinte: Slansky ne fut jamais réintégré au Parti et sa radiation restait acquise.

Pourtant Novotny fut obligé de se séparer de quelques-uns de ses comparses: le président du Conseil Sirocky et quatre ministres durent quitter le gouvernement, et des hommes nouveaux firent leur entrée sur la scène politique tchèque: *Lénart* et *Cisar*.

Bref, entre 1960 et 1964, l'antistalinisme avait fait plus de progrès à Prague qu'en aucune autre capitale satellite. Mais bien des «conservateurs» étaient restés en place, un certain équilibre intervenant entre eux et les réformistes, dont l'opposition était efficace, car elle reflétait une évolution des divers PC nationaux.

Au Congrès Kafka de Prague, en mai 1963, le Français *Garaudy* et l'Autrichien *Fischer* avaient, en effet, défendu la thèse d'un communisme nouveau, contre celle du «réalisme socialiste» qu'entendait maintenir l'Allemand de l'Est *Kurella*. A une manifestation de l'université de Prague, 3000 étudiants se rallièrent au slogan «A bas la tyrannie.»

Après le XXIIe Congrès du PCUS, le mouvement était surtout le fait de trois philosophes: *Strinka*, *Svitak* et *Kusy*. Le premier, timide précurseur du savant Sakharov, proclamait la *double réforme nécessaire du communisme et du capitalisme, mais dans le cadre du régime* existant. En somme, c'était là une thérapeutique ne s'attaquant pas aux racines du mal.

Par contre, un *courant plus radical décelait les faiblesses du système, avec la ferme volonté de maîtriser les contradictions structurelles de ce dernier*. C'était là une valorisation de l'homme, envisagé dans sa personnalité libre et authentique. La doctrine de Strinka, comme celle de Garaudy, visait à un communisme humain, mais était dépassée par le dynamisme d'*Evan Svitak* qui, considéré comme «révisionniste»,

devait vivre en dehors de la société nationale, ses écrits étant saisis et la publication de ses œuvres nouvelles interdite. C'est qu'il réclamait une réforme profonde du système tchécoslovaque. Le 25 avril 1967, à une soirée littéraire, il avait proclamé les dix principes fondamentaux de sa doctrine :

1° Rejet de toute collaboration avec les «voyous».
2° Refus de toute complicité dans le système du moment.
3° Refus de croire aux idéologies.
4° Obligation de «penser en Européens».
5° Engagement résolu dans le devenir historique.
6° Rejet de la croyance en l'immutabilité de l'ordre social.
7° Mise en œuvre d'un esprit critique constant.
8° Engagement du combat pour les droits de l'homme.
9° Entreprise d'une action sans aucun asservissement.
10° Refus de périr au service des hommes au pouvoir, mais adhésion à la lutte de la légitime défense.

Cette position de combat fut dépassée encore par celle de *Mireslov Kuzy* : en octobre 1966, dans la «Pravda» slovaque, il avait critiqué les changements intervenus dans le marxisme — selon lui, idéologie des opprimés et exploités — qui n'était pas le dogme officiel et servait exclusivement l'intérêt des hommes au pouvoir. Car, au lieu de l'«autorité de la raison», il invoquait dorénavant «la raison de l'autorité». En bref, disait Kuzy, la dictature du prolétariat était devenue celle des dirigeants, le culte de leurs personnalités. Et c'est cela qu'il fallait changer.

Mais, objet des philosophes cités et d'autres, la réforme était tout autant celle des économistes.

La réforme économique du professeur Sik fut l'objet d'un débat du Comité central en octobre 1964. D'après son auteur, elle devait tenir compte de la *rentabilité*, selon les théories préconisées déjà en URSS par Liberman. Les deux notions de *plan* et de *marché* étaient appelées à *se compléter mutuellement*, affirmait Sik.

La doctrine de cet économiste a été expliquée dans un ouvrage paru en allemand à Vienne en 1967, «Plan und Wirtschaft im Sozialismus» (Planification et économie en système socialiste). C'était là une critique abondante de la doctrine économique staliniste. Mais, contrairement à

Liberman, Sik démontrait dans cette étude que les intérêts particuliers des entreprises ne doivent pas se placer sur le même plan que les intérêts globaux de la société. En soulignant l'opposition entre consommateurs et producteurs, il entendait faire ressortir le caractère unilatéral du modèle yougoslave, conçu en faveur du producteur. Et pourtant Sik empruntait au régime de Belgrade l'institution des conseils d'ouvriers. Mais, se référant aux statistiques officielles, il constatait l'exploitation de la main-d'œuvre humaine à laquelle avait abouti le système tchécoslovaque, aggravé par un manque de crédits, qui empêchait un sensible accroissement de la production.

Pour Sik, la *réforme* devait être *à la fois économique et politique*. Or, lorsque le Comité central annonça finalement l'introduction progressive d'une nouvelle économie nationale, il mit bien en œuvre une autre procédure, mais sans tenir compte de la notion de marché et sans envisager l'indispensable remaniement des structures politiques.

Sik réagit donc contre cette réforme, jugée par lui insuffisante. Il réclamait de nouvelles élections pour un autre Comité central. C'était là un désaveu cinglant des hommes encore au pouvoir, qui firent tout pour ajourner cette consultation et l'application des mesures demandées.

Ainsi, la réforme — amorcée tardivement en janvier 1966 dans seulement 200 entreprises — aboutit, après une année, à de très modestes résultats. Car les défauts de l'ancien système avaient joué dans cette expérience incomplète. Les ouvriers, attachés à la stabilité de leur emploi, préféraient celle-ci au progrès économique. Leur intérêt personnel mal compris faisait d'eux les alliés des conservateurs groupés autour de Novotny, lequel avait pu entretenir, dans les entreprises, un certain courant défavorable à Sik.

Pour ce dernier, socialisme et capitalisme ne se différenciaient absolument pas par le rejet ou l'acceptation de la notion de marché. Ce qui était en cause, c'étaient les *« caractéristiques de base particulières » d'une économie socialiste*. Et, puisque le but recherché n'était pas atteint, il fallait procéder à une relève des hommes en place.

En fait, la réforme voulue par Sik était un défi aux économistes socialistes orthodoxes. Elle mettait sur pied une infrastructure industrielle qu'il convenait d'exploiter efficacement, en se référant au *marché*, en pratiquant des *prix réels*, voire une *monnaie convertible*.

L'œuvre prêchée fut contrée par Novotny et seul le remplacement de ce dernier par Dubcek permit le changement. Mais, pour Sik, le nouveau chef ne représentait qu'une solution de compromis, de transition. Il fallut faire pression sur Dubcek pour l'installation des conseils d'ouvriers réunis seulement une semaine avant le coup de Prague. Sik fit créer aussi un Conseil économique, chargé de sauvegarder l'intérêt des consommateurs et de combattre l'augmentation des prix et les monopoles d'entreprises associées. Ainsi la réforme élevait la science au niveau d'élément de production, comme le voulait Sik.

Löbl, survivant du procès Slansky, devenu directeur de la Banque d'Etat, envisageait lui aussi un nouveau modèle socialiste. Constatant que la doctrine marxiste avait été ajustée à une économie de pénurie, qui était dépassée, il entendait désormais susciter une adaptation aux possibilités d'une période d'abondance, soit mettre en œuvre d'autres concepts pour maîtriser les réalités nouvelles. Löbl préconisait donc *des organisations de producteurs indépendantes de l'Etat*. Car, dit-il, les institutions situées à un niveau supérieur à celui des entreprises, et travaillant essentiellement dans l'intérêt de l'Etat, portent forcément atteinte à l'équilibre dans les relations «entre la macro-économie globale et la micro-économie de l'entreprise».

Quant à l'action de *Dubcek*, elle se situait *à égale distance entre Sik et Löbl*, c'est-à-dire entre le concept des conseils d'ouvriers et celui du management. L'élimination de l'ancienne équipe avait été très longue, marquée par des procès d'intellectuels; en octobre 1967, divers écrivains furent exclus du Parti. Même après le départ de Novotny de la tête du PC, des «fonctionnaires» restés en place traitaient les intellectuels de «sionistes» ou d'«hitlériens».

Vaculik, qui avait parlé en 1967 de la «sélection négative» du système de Novotny, publia le «manifeste des 2000 mots» du 27 juillet 1968, signé par 67 «communistes démocrates». Il critiquait le maintien au pouvoir d'une «clique» qui avait «déformé le communisme». Et Novotny, mis en demeure, par Dubcek, de démissionner de ses fonctions, avait semblé céder. Mais, en secret, il avait décidé une mobilisation partielle...

Destitué par le CC en janvier 1968, il avait prévu, avec le général Janko, l'intervention des chars et l'arrestation de 1030 personnalités, dont Dubcek, Vaculik, Sik et Husak. Mais des étudiants munis des

pleins pouvoirs firent échouer l'entreprise et le général Janko se suicida. Novotny dut donc démissionner le 31 mars. C'était l'effondrement du système et le triomphe du printemps de Prague. Cisar déclarait que le *léninisme était seulement « l'une des interprétations possibles du marxisme »*, pas la seule. L'écrivain Alexandre Kliment préconisait des élections libres, un parlement comportant une opposition, une revalorisation de l'opinion publique et un nouveau modèle de socialisme.

Un sondage d'opinion affirmait favorables au *pluralisme des partis* 90% des non-engagés et 60% des inscrits au PC.

40000 condamnés furent réhabilités et Dubcek amnistia les prisonniers politiques condamnés à moins de trois ans de détention.

Toutefois la riposte se préparait et à Moscou était annoncé un prétendu complot occidental qui aurait fait pénétrer en Tchécoslovaquie les troupes de l'Alliance atlantique. Le «manifeste des 2000 mots» était critiqué comme étant «la plate-forme d'un mouvement contre-révolutionnaire». A Prague même, le secrétaire du Comité central, *Indra*, fut surpris alors qu'il tentait, par télétype, d'entrer en contact avec l'ambassadeur soviétique. Et, dans la nuit du 20 août, il mit le président Svoboda en demeure de le nommer président du Conseil d'un «gouvernement révolutionnaire des ouvriers et paysans». Il fut éconduit par le chef d'Etat...

Malheureusement, une certaine action militaire avait réussi sur le terrain d'aviation de Prague, occupé, dans la nuit du 20 août, par des agents soviétiques camouflés en «touristes». On connaît la suite...

Mais pourquoi les Russes avaient-ils réagi avec tant de brutalité, alors qu'ils n'avaient pas attaqué la Roumanie? C'est que celle-ci occupait dans l'Est une situation marginale et une action soviétique contre elle eût comporté bien des inconvénients sur le plan international. Et ce qui était en cause, c'était uniquement la nature des relations entre la puissance-guide et la Roumanie, mais l'idéologie n'était pas menacée: Ceaucescu restait un bon communiste. Or, à Prague, il s'agissait d'une réforme du marxisme.

La *motivation de l'intervention soviétique* semble donc avoir *été surtout la remise en cause du régime*, un encouragement aux doctrines de certains écrivains russes, de Sakharov notamment. En outre, la «fiabilité» des PC nationaux devenait incertaine.

Enfin, le mouvement tchèque pouvait aboutir, par une entente entre pays voisins, à une certaine «Europe du milieu», pilier de l'équilibre européen. Et c'est cela que voulait éviter le Kremlin, car l'URSS risquait alors de perdre son rang de Grand. Mais quelle est la Tchécoslovaquie sous Husak?

2) La Tchécoslovaquie sous Husak

Le nouveau chef semblait vouloir poursuivre deux fins: éviter un antisoviétisme stérile, tout en obtenant la fin de l'emprise totale de Moscou sur son pays. L'URSS allait-elle consentir quelques concessions à la Tchécoslovaquie si celle-ci se pliait apparemment à l'autorité soviétique? Et puis, l'Amérique allait-elle admettre l'entière liberté de chacun des deux Grands dans son bloc? N'allait-elle pas contrer puissamment cette application de la «doctrine Brejnev»? Elle inclinait plutôt à une réelle solidarité euraméricaine, ainsi qu'à un rapprochement avec Pékin.

C'est dans cette ambiance internationale qu'allait devoir manœuvrer Husak, cet homme si différent de son prédécesseur. Type de l'intellectuel pur, avocat, il avait eu comme chef Vladimir Clementis qui, ministre des Affaires étrangères jusqu'à la mort de Masaryk, puis encore ministre jusqu'en 1951, fut l'une des victimes des purges et procès contre les «titistes». Husak, par contre, sortit finalement de prison et semblait devoir être, en 1969, après Dubcek, l'*homme du compromis.*

Mais il était d'origine bourgeoise, un intellectuel et un nationaliste. Condamné à la prison à vie en 1954, il avait été amnistié en 1960. Après avoir été emballeur, il fut autorisé à reprendre sa profession. En 1968, il accepta le poste de vice-président du Conseil, alors qu'il n'avait jamais appartenu au groupe Dubcek, et il avait exprimé des réserves vis-à-vis de la nouvelle démocratie née du printemps de Prague. Aussi ne figura-t-il pas parmi les personnalités arrêtées et emmenées en Russie soviétique. Il se rendit ensuite à Moscou, avec Svoboda, et il fut l'un des auteurs de l'accord du 4 octobre 1968 sur le «stationnement temporaire des troupes alliées en Tchécoslovaquie». Il pouvait donc être, aux yeux des Soviétiques, un acceptable successeur de Dubcek.

Ainsi, contestant la validité du XIVe Congrès du PC tchèque, il devint, le 28 août, le secrétaire de son PC national. Il apparut alors comme un homme seul, ne se confiant à personne; le 29 mai 1969, il fixait «les tâches essentielles du Parti dans la conjoncture actuelle»: le rétablissement de l'unité du Parti, la rénovation de son rôle dirigeant, le renforcement de l'autorité de l'Etat et des relations fraternelles avec les PC soviétique et alliés.

Apparemment, Husak voulait éviter à la fois les excès de Novotny et ceux de Dubcek. Il prêchait le «rétablissement total de la confiance réciproque» entre le PCT et les partis frères, sur tous les plans: politique, militaire et culturel. En somme, il est conservateur. Et pourtant il est attaqué précisément par les milieux conservateurs, qui lui reprochent de n'avoir pas explicitement approuvé l'invasion soviétique. Le CC connut d'ailleurs quelques éliminations et, en janvier 1970, Husak déclarait: «L'aile droite du Parti doit être anéantie en tant que tout organisé.» Mais il se contentait de procéder à quelques purges parmi les membres du Comité central, dont 70 à 80 donnèrent leur démission ou furent révoqués. Dans le Parti, de nombreux ouvriers reprirent leur liberté, dont 55% des travailleurs de Bratislava.

De même, sur le plan extérieur, le *traité d'amitié et d'assistance mutuelle*, signé avec l'URSS, proclame *«la priorité des intérêts socialistes»* sur ceux de la souveraineté nationale. Il est nettement plus dur que celui qui a été conclu avec la Roumanie.

Dans ces conditions, Husak n'avait disposé, dès sa prise de fonctions, que d'une marge d'action très limitée. Et, de plus en plus, il s'était trouvé confronté avec un grand nombre d'adversaires. Car, les Soviétiques maintenant leurs troupes, il se trouvait pris entre les deux tendances nationales — la conservatrice et la libérale — et la tutelle de Moscou.

Or, la flamme de 1968 continue à brûler sous la cendre du printemps de Prague. Et les anciens amis de Dubcek font parvenir aux 50000 réfugiés tchèques de l'étranger des renseignements sur le régime de Prague et ses dissidents. *Smerkovsky*, avant sa mort, avait décrit le «voyage forcé à Moscou» de 1968, et son récit a été diffusé à l'Ouest, de même que la lettre adressée par Dubcek à la veuve de cet homme politique. D'autres témoignages sont largement reproduits, notamment

par *Pelikan*, rédacteur en chef du journal «List», organe de l'opposition socialiste de Tchécoslovaquie.

De même, le professeur Sik, réfugié en Suisse, fait souvent entendre sa voix. Le monde libre a connu aussi l'appel adressé, en avril 1975, au Parlement tchèque par quatorze dirigeants du mouvement pour réclamer la libération des prisonniers condamnés de 1972, tels *Milan Huebl*, ancien directeur de l'Ecole supérieure du Parti, *Jaroslav Sabata*, ancien chef du PC de Moravie, l'historien *Jan Tesar* et l'ancien responsable étudiant *Jiri Muller*. Parmi les signataires de ce document figuraient *Zdenek Mlynar*, jadis président du front national, et l'écrivain *Vaculik*.

Certes, en avril 1976, au XVe Congrès du PCT, Husak avait promis le pardon à ceux qui accepteraient de procéder à une autocritique. Mais une réconciliation semble impossible. En vain de nombreux appels demandent la réaffectation des personnalités en cause dans leurs anciennes fonctions dans la science ou la recherche. Bien au contraire, les enfants de Milan Huebl sont empêchés de poursuivre leurs études et leur père a dû subir un prélèvement sur son salaire de rempailleur de chaises pour le paiement des frais de son procès.

Depuis, le manifeste intitulé «Charte 77» a confirmé les protestations de bien des Tchèques. Signé par une centaine de personnalités de l'intelligentsia locale, ce document exige le respect des droits de l'homme en se référant à l'acte final d'Helsinki. «La Charte 77, dit-il, est une communauté libre, informelle, ouverte, d'hommes de convictions, de religions, de professions différentes, mais liés par la volonté de s'engager, individuellement et en commun, pour le respect des droits de l'homme et du citoyen dans notre pays et dans le monde.»

Les signataires de cet appel avaient chargé le *professeur Jiri Hajek, M. Vaclav Havel* et le *professeur Jan Patocka* d'être leurs porte-parole, avec pleins pouvoirs pour représenter la Charte 77 auprès des autorités et vis-à-vis de l'opinion mondiale. Ce texte portait les signatures de l'historien *Karel Bartosek*, de *Jiri Hajek*, de *Milan Huebl*, de l'écrivain *Paul Kohout*, d'un ancien dirigeant du Parti, *Francis Kriegel*, du critique littéraire *Jiri Muller*, de la *veuve* et du *fils de Slansky*, de l'historien *Jan Tellar* et de l'écrivain *Ludwik Vaculik*.

Par ailleurs, l'ambassadeur soviétique à Vienne, d'après un correspondant du «Monde» à Budapest, avait refusé de recevoir une délégation d'«Amnesty international» venue lui remettre une pétition revêtue

de quinze mille signatures, dont celle du chancelier Kreisky, approuvant les défenseurs tchèques des droits de l'homme.

Quant aux signataires du manifeste, ils ont été longuement interrogés et Jan Patocka, leur porte-parole, privé deux fois de sa chaire universitaire, est décédé en 1977, ayant subi un interrogatoire d'une durée de onze heures, qui l'avait épuisé. Il avait d'ailleurs été accusé par la presse d'avoir eu des sympathies nationales-socialistes pendant la dernière guerre.

En outre, onze anciens membres du PCT ont adressé un appel à l'aide aux PC européens. En Union soviétique même, 60 opposants, dont Sakharov, se sont déclarés solidaires des signataires du manifeste dans une lettre remise aux correspondants des journaux occidentaux.

Par ailleurs, l'attitude sectaire du pouvoir s'applique aussi à l'Eglise. Les parents sont avertis qu'en faisant suivre des cours de religion à leurs enfants, ils compromettent l'avenir de ces derniers. L'admission dans les séminaires est décidée par des fonctionnaires communistes. Les autorités, d'après un rapport de la commission «Justice et Paix» suisse, vont jusqu'à censurer les prières. Ainsi a été supprimée, pour le Vendredi Saint, l'«Oraison pour ceux qui ne croient pas en Dieu».

Néanmoins un certain courant libéral se reflète dans cet eurocommunisme qui naît dans divers PC d'Europe occidentale. En Tchécoslovaquie, par contre, les condamnations prononcées en 1979 et 1980 contre des membres de la Charte 77 et du VONS (Comité de défense des personnes injustement poursuivies) ont été particulièrement nombreuses.

Et pourtant, pour le 8 mai 1980 — 38e anniversaire de la libération — une amnistie a été décrétée par le président Husak. Elle porte sur les condamnations ne dépassant pas un an, les peines assorties du sursis et les délits passibles d'un an de prison au maximum. Elle s'applique aux condamnations de caractère politique, puisque la distinction entre elles et les peines de droit commun n'existe pas dans le droit tchèque. Parmi les membres du VONS arrêtés en 1979, seule Mme Dana Nemcova — condamnée à deux ans de prison avec sursis — est amnistiée. De même M. Danisz, poursuivi pour ses sympathies envers des signataires de la Charte 77, dont il avait été le défenseur, n'accomplira pas les dix mois

de prison auxquels il a été condamné en mars 1980. Mais il supportera l'interdiction d'exercer sa profession d'avocat pendant cinq ans.

En somme, en Tchécoslovaquie, ce sont surtout les intellectuels qui font l'objet de poursuites. Par contre, en Pologne, la révolte a été essentiellement le fait des ouvriers.

Les révoltes populaires polonaises et leurs conséquences

Elles diffèrent profondément du printemps de Prague. Ce dernier résultait essentiellement d'une aspiration des intellectuels et des économistes. En Pologne, par contre, dès 1970 et encore en 1980, une insurrection de prolétaires réclamait de meilleures conditions de vie.

Déjà en 1970 il s'agissait du pain et des denrées alimentaires devenus trop chers. Bref, c'était là un mouvement né de la misère des travailleurs polonais. Or, les manifestations de 1970 — à Gdansk et à Gdynia —, après avoir été l'objet d'une répression sanglante marquée par plus de cinquante morts et trois cents blessés, imposèrent finalement leur volonté à Gomulka, obligé de s'effacer devant Gierek, qui donna satisfaction aux insurgés. Ce fut là la *première victoire d'un prolétariat en révolte sur un gouvernement de pays totalitaire.* Elle avait triomphé *contre la doctrine de Gomulka, pour qui le succès socialiste devait être obtenu par une Pologne s'identifiant à l'Union soviétique, nation-guide de l'Est.*

En somme, la crise avait découlé de cette opposition entre le nationalisme polonais et la condition ouvrière, d'une part, et le soutien inconditionnel à l'URSS, d'autre part. En bref, c'est au nom du *national* et du *social* à la fois que les ouvriers de 1970 s'étaient soulevés. D'ailleurs, dès 1966, dans un sondage portant sur le choix entre les intérêts du Parti et ceux de la nation, 57% des consultés avaient opté pour la nation. *En fait, les régimes totalitaires avaient abouti alors à un blocage des économies par des hommes obstinés à nier les lois naturelles de la production et du marché* comme l'avaient constaté les dissidents du printemps de Prague.

Après 1970, Gierek avait dû accepter les revendications suivantes des ouvriers révoltés:

— le rejet des syndicats, tels qu'ils s'étaient constitués,

— la révocation des conseils d'entreprises,
— le contrôle des activités des chefs de Parti,
— une amélioration des salaires et des conditions du travail,
— le principe d'une liberté accrue et d'une information valable.

Les mesures demandées furent amorcées. Même l'Eglise obtint certaines concessions, notamment pour les voyages à Rome à l'occasion de la béatification du R. P. Kolbe.

Par ailleurs, la composition du Comité central fut modifiée et les amis de M. Gierek lui assuraient alors une position personnelle assez solide. Mais, vis-à-vis de Moscou, la réconciliation nationale était en quelque sorte cachée par l'écran d'une russophilie spectaculaire, alors que les sympathies personnelles des Polonais en général allaient plutôt vers l'Ouest, même celles de leur chef.

Or, déjà les manifestations ouvrières de juin 1976 — une grève portant sur 70000 travailleurs, selon les estimations officielles — ont laissé la direction du Parti ébranlée et le gouvernement a été condamné à des reculades successives. Mais Gierek a continué à subir l'emprise de Moscou et cette dépendance l'a conduit, par exemple, à traiter le «Comité pour la défense des travailleurs» (Titre du KOR) de «petit groupe d'hommes qui incarnent la philosophie bourgeoise» et à l'accuser de vouloir «saper les bases de notre système politique».

Lors des grèves de juillet et d'août 1980, les mêmes faiblesses sur les plans social et économique ont poussé les travailleurs polonais à la révolte. Mais, encouragés par l'Eglise, n'attaquant pas directement le système lui-même, ils ont obtenu, sous la direction de Walesa, satisfaction pour les vingt et un points de leurs revendications. La légalisation de la fédération syndicale «Solidarité», même par la Cour saisie, a été un succès sur les syndicats officiels, désertés par les Polonais. En outre, l'Eglise, dont l'attitude avait été réservée, malgré sa sympathie pour les amis de Walesa, a confirmé sa force, déjà accrue du fait d'un pape polonais.

Face aux ouvriers, le vice-président *Jagielski* a fait preuve d'une compréhension qui a rendu possible l'accord intervenu. Le successeur de Gierek, *Kania*, avait déclaré dès octobre 1980 que *le processus de changement était irréversible*. En somme, ce fonctionnaire du Parti semble, dans l'immédiat, adopter l'attitude souple de son prédécesseur.

Mais personnellement il n'a pas, pour l'Occident, les sympathies que lui témoignait Gierek, très lié à la France.

Par contre, les chefs communistes voisins, Honecker et Husak, ont fait connaître leur position réservée vis-à-vis de la nouvelle politique polonaise et leurs propos tendaient à inciter Kania à limiter la portée pratique des concessions obtenues par les travailleurs de Gdansk. En somme, l'actuel secrétaire du PC de Pologne se trouve dans une situation comparable à celle de son prédécesseur, mais face à des ouvriers dont l'autorité s'est confirmée.

Sur le *plan économique*, la Pologne devra surmonter de grandes difficultés, voire une réelle impasse du moment. Car, comment améliorer la condition de l'ouvrier qui veut mieux vivre, alors que l'endettement de la Pologne, grâce aux aides consenties, dépasse dorénavant 24 milliards de dollars?

Comme l'écrivait récemment un journaliste, la Pologne joue actuellement *sa dernière chance*. Car ce pays fait bien partie à la fois du COMECON et du Pacte de Varsovie. Mais deux circonstances pourraient favoriser les aspirations ouvrières et nationales consacrées par les accords conclus. D'abord, la guerre d'Afghanistan, où l'URSS est encore entièrement engagée dans de mauvaises conditions et qui suscite des doutes chez les chefs des PC nationaux, en Occident notamment. Ensuite, l'habileté des nouveaux dirigeants communistes de Pologne. Si ceux-ci sont capables de rétablir la confiance entre les ouvriers et le gouvernement, l'URSS ne pourra qu'admettre le renouveau amorcé. D'ailleurs, les hommes de l'actuelle équipe dirigeante de Varsovie — notamment le premier secrétaire Kania et le général Jaruzelski, chef du gouvernement — ont fait preuve, dans leurs négociations avec M. Walesa, d'une exceptionnelle compréhension. Leur interlocuteur, sur les instances de l'Episcopat surtout, a témoigné également d'une constante modération de ton, tout en maintenant fermement ses revendications légitimes, finalement satisfaites dans l'ensemble.

Ainsi est bien née une Pologne nouvelle, qui s'était déjà affirmée spectaculairement en décembre 1980, lors de l'inauguration du monument aux victimes de la révolte de 1970, en présence des représentants des autorités, au milieu d'environ 300000 Polonais.

Certes, les intransigeants du Parti avaient tenté de freiner le mouvement général du peuple polonais; les modérés du PC ont finalement su

faire les concessions nécessaires. La menace d'une intervention soviétique a bien pesé sur le déroulement des négociations, mais l'arrivée des forces armées extérieures risquait de susciter une révolte générale en Pologne. Par ailleurs, l'affirmation, sur le plan international, d'une Amérique résolue, sous l'autorité d'un nouveau président énergique, ne pouvait qu'inciter Moscou à la modération.

*

* *

Il résulte de nos remarques que l'Union soviétique, malgré sa pression constante sur les pays de son bloc, n'est pas parvenue à imposer à ceux-ci, d'une manière absolue et générale, sa fameuse doctrine Brejnev. Certes, la RDA et la Hongrie sont bien tenues. Mais, à l'étranger, des dizaines de milliers de Tchèques, de valeur et bien informés, proclament face au monde la persistance de l'esprit du printemps de Prague. Et, dans leur pays même, le mouvement Charte 77 survit puissamment, malgré les condamnations subies. La Roumanie, pourtant foncièrement communiste, ose encore contester parfois la super-autorité de l'URSS dans l'Est. En Pologne, les revendications des ouvriers, appuyés par les intellectuels et une Eglise à rayonnement intense, ont abouti à la constitution de syndicats indépendants et aux réformes exigées. Certes, Lech Walesa et ses compagnons ont toujours su «jusqu'où l'on peut aller trop loin». Pour leurs amis, dans le bloc, quel exemple!

F.-Th. S.

Le doctrinaire ne s'adresse aux autres que comme à des écoliers et des valets. Tandis que l'homme pleinement humain parle de frère à frère, d'homme à homme.

STEFAN ZWEIG